

Études internationales

Loehr, William et Powelson, John. *Threat to Development : Pitfalls of the NIEO*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « Westview Special Studies in Social, Political and Economic Development », 1983, 186 p.

Gilbert Larochelle

Les processus décisionnels en matière de commerce extérieur : quelques éléments de réflexion à la lumière de l'expérience québécoise
Volume 15, numéro 1, 1984

URI : id.erudit.org/iderudit/701632ar
<https://doi.org/10.7202/701632ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN 0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Larochelle, G. (1984). Loehr, William et Powelson, John. *Threat to Development : Pitfalls of the NIEO*. Boulder (Col.), Westview Press. Coll. « Westview Special Studies in Social, Political and Economic Development », 1983, 186 p.. *Études internationales*, 15(1), 233–235. <https://doi.org/10.7202/701632ar>

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

LOEHR, William et POWELSON, John. *Threat to Development: Pitfalls of the NIEO*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « Westview Special Studies in Social, Political and Economic Development », 1983, 186 p.

La déclaration d'un nouvel ordre économique international par l'ONU en 1974 proposait de redéfinir en profondeur la conduite des relations commerciales et financières entre les pays développés de l'Occident et ceux dits du Tiers-Monde. À l'encontre d'une structure d'échanges paraissant bénéficier largement aux corporations multinationales, banques et institutions internationales, un train de mesures y étaient énoncées afin d'aplanir, à tout le moins d'atténuer l'antagonisme entre les populations les plus riches et les plus pauvres. Les promoteurs de cette réforme se dénombrèrent en majorité parmi les économistes et les diplomates des régions peu industrialisées de l'hémisphère sud. En fait, cet appel pour plus de justice et d'équité devait permettre de contrer une disproportion croissante dans la distribution des ressources mondiales. Indexation du prix des matières premières à celui des biens manufacturés, exemption du droit de douane et des restrictions de leurs importateurs étrangers, exercice d'un plus grand contrôle sur les compagnies multinationales, non-ingérence dans les affaires internes d'un pays hôte, transferts technologiques effectués de façon plus libérale, re-échelonnement, réduction et même annulation de dettes, droit de regard dans l'établissement des règles du système monétaire international : voilà quelques-unes des dispositions dont on voulait investir les pays non développés pour contrebalancer la détérioration des termes de leurs échanges avec l'Occident.

Le diagnostic des maux de l'« ancien » ordre économique servait pour ainsi dire de fer de lance dans la formation de ces propositions que plusieurs, cédant à la séduction du « nouveau », ont prises pour une panacée. Pour généreuses et nobles qu'aient été les intentions de ses initiateurs et supporteurs, ce projet d'une refonte de l'économie-monde entraînerait sensiblement les mêmes effets que l'« ancien » ordre économique international.

L'ancien et le nouveau n'auraient de différent que le nom William Loehr et John Powelson s'appliquent dans ce livre à déconstruire systématiquement chacune de ces « solutions » en montrant que les louables finalités qui les motivent ne suscitent pas les conséquences recherchées, mais plutôt une reconduction, voire un accroissement du déséquilibre dans la répartition de la richesse.

Pour renverser l'efficacité des structures économiques jugées périmées, les protagonistes de ce nouvel ordre percevaient dans l'élévation du prix des matières premières à l'exportation une des clés-maîtresses de l'instauration d'une certaine équité dans les rapports commerciaux internationaux. Ils présupposaient par ce raisonnement que les matières premières sont principalement produites par les pays pauvres et consommées sous forme de biens manufacturés par les pays riches, lesquels en revendent une certaine quantité à ceux-là à des prix prohibitifs. L'indexation des prix du secteur primaire à ceux du secteur secondaire devint le mot magique à partir duquel tout devait s'édifier.

Pour peu que l'on tente d'interroger cette mesure, il devient assez facile, souligne-t-on au second chapitre de cet ouvrage, de repérer les pièges qu'elle véhicule, sinon la fausseté flagrante des postulats qu'elle implique. a) Il est faut de prétendre que les pays dits sous-développés sont les principaux exportateurs de matières premières et, en conséquence, les victimes choisies d'une quelconque prédation occidentale : « In fact, more than half the world's exports of primary products comes from rich countries, not poor ones » (p. 24). b) La production des pays pauvres dans ce secteur appartient déjà à des catégories sociales riches, numériquement faibles et pleinement intégrées aux structures économiques des grands centres industrialisés. Dans ce contexte, une indexation favoriserait davantage les multinationales, les entrepreneurs privés et les compagnies gouvernementales du Tiers-Monde que les classes sociales défavorisées de ces régions. La connivence étroite des élites de la périphérie avec celles de l'Occident dont les intérêts sont, par ailleurs, davantage complémentaires qu'antagoniques invalident la vi-

sion des partisans du nouvel ordre économique international selon laquelle les riches seraient au nord et les pauvres, au sud. c) L'indexation des prix des matières premières stimulerait l'inflation des biens manufacturés et obligerait les pauvres à consacrer une part accrue de leurs ressources pour se les procurer. Ce réajustement tarifaire non seulement les priverait des retombées d'une meilleure redistribution de la richesse, mais les pénaliserait par une diminution de leur pouvoir d'achat dans l'organisation du marché.

Le système des taux préférentiels entre les partenaires commerciaux, s'il constitue selon Loehr et Powelson la moins contestable des propositions du nouvel ordre économique international, n'évite pas pour autant certains écueils qui devraient inciter à en restreindre l'utilisation et à circonscrire son champ d'application. Qu'un pays pauvre puisse exporter librement ses produits sans se heurter à des barrières protectionnistes de la part de ses importateurs ne pose pas de problèmes majeurs comme cas isolé. Sauf que généralisé à l'échelle mondiale, ce système commercial devient de moins en moins réglé par les forces du marché et de plus en plus fondé sur une pratique discrétionnaire qui n'encourage certes pas les exportateurs du Tiers-Monde à s'affirmer par la concurrence et à assumer leur autonomie. Au chapitre 3, on soutient que les pays qui ont le plus profité de cette mesure depuis cinq ans sont ceux dont l'effort a consisté à rechercher en même temps une intégration dans la concurrence des marchés de l'Occident.

La déclaration de l'ONU prévoyait également un contrôle accru sur l'action des corporations multinationales dont la responsabilité dans l'exploitation des paysans et ouvriers des pays non développés n'apparaît que trop manifeste. Les auteurs avancent au chapitre 4 que les compagnies gouvernementales des périphéries exercent un mode d'intervention économique en tous points similaire à celui des multinationales. On ne voit pas du tout pourquoi il faudrait condamner les unes et tolérer les autres parce qu'elles seraient d'origine nationale. Pour ne pas être qu'un contre-signe de l'Occident, le nouvel ordre économique international

devra instaurer, selon eux, une pratique égalitaire incluant aussi une réforme dans la gestion des ressources qu'effectuent les élites du Tiers-Monde: « We believe in equality before the law. (...) We favor a code of business behavior, not a code that is applicable to some companies and exempts others » (p. 7). Même conclusion à propos des réductions de dettes (chapitre 6), lesquelles découragent une prise en charge des pays pauvres par eux-mêmes, incitent les pays développés à une attitude paternaliste, et enrichissent ceux qui sont déjà riches: « poor people can't borrow » (p. 9).

Si Loehr et Powelson semblent dénoncer l'efficacité des moyens utilisés pour réaliser ce nouvel ordre économique international, ils partagent néanmoins les finalités et la vision implicite d'un tel projet. Ils en reconduisent manifestement les postulats: a) Il faut nécessairement que tous les pays du monde parviennent par une voie appropriée à s'intégrer au modèle économique de l'Occident dont les bienfaits et le degré d'avancement devraient se diffuser ailleurs et bénéficier aux autres peuples. Ce qui est bon pour nous est aussi bon pour les autres, voilà le tracé néo-missionnariste par lequel on fait opérer l'idée de justice qui se confond à la limite avec celle du progrès. b) L'évolution de l'humanité doit être articulée autour d'un modèle dominant que l'on assimile à une vérité ultime et évidente aux yeux de tous. L'histoire est donc perçue dans ce livre comme un cheminement évolutionniste en fonction duquel les peuples « en avant » guident les peuples « en arrière ». La culture occidentale doit s'universaliser, non seulement dans l'espace, mais aussi dans le temps. c) Pour pallier au désordre économique actuel, Loehr et Powelson laissent entendre qu'il s'agirait tout simplement que des hommes de bonne volonté, éclairés par les lumières de la Raison, se réunissent autour d'une table ronde pour décréter par des lois et des procédés idoines les véritables exigences de la justice et de l'équité. Par ce volontarisme, on suppose que les actes juridiques, les ententes écrites peuvent vraiment changer le cours des choses, faisant comme s'il n'y avait pas des rapports de force, des intérêts en jeu entre les partenaires commer-

ciaux. Par exemple, à propos des multinationales, ils écrivent : « In countries where the governments have not exercised control, it is because they do not want to » (p. 7). Dès lors, cette vision des relations internationales se révèle donc aussi généreusement candide et précocement vieillie que celle des promoteurs du nouvel ordre économique international.

Gilbert LAROCHELLE

*Département de science politique
Université Laval*

MIHAÏLOVITCH, Lioubomir et PLUCHART, Jean-Jacques. *L'O.P.E.P.*, Paris, P.U.F., Coll. « Que sais-je? », n° 1903, 1980, 128 p.

La dimension modeste de cette collection ne permet pas aux auteurs d'analyser en profondeur un sujet donné. L'objectif est au contraire de mettre à la disposition du grand public un maximum d'informations dans un minimum de pages. C'est précisément ce qu'ont réussi à faire – d'une façon très honorable – L. Mihailovitch et J.J. Pluchart sur une organisation internationale qui fait encore beaucoup parler d'elle : l'« Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole ». La littérature française sur la question est d'ailleurs assez rare.

À la Conférence de Bagdad qui marqua, en septembre 1960, la naissance de l'OPEP, l'un de ses fondateurs, le ministre vénézuélien Juan Pablo Perez Alfonso, aurait, paraît-il, déclaré : Nous sommes en train de faire l'Histoire ». Il faudra attendre treize ans, c'est-à-dire l'automne 1973, pour que cette affirmation présomptueuse devienne une réalité. Le « coup d'État pétrolier » déclenché par l'OPEP avec le quadruplement brutal du prix du baril de pétrole a bouleversé en effet l'ensemble des relations politiques, économiques et financières entre nations riches et pays pauvres. Ce premier « choc pétrolier » sera suivi d'un second en 1979-1980 à la suite de la révolution iranienne. En moins de dix ans, le prix du baril passera en gros de 3 dollars à plus de 30 dollars ! La Crise dite de l'énergie viendra

elle-même se greffer sur une « Crise économique » mondiale qui continue à affecter le Nord, le Sud, l'Est et l'Ouest de notre planète.

C'est dans ce contexte global que les auteurs replacent l'action et le rôle de l'Organisation. Sept courts chapitres permettent de couvrir la plupart des problèmes. Dans le premier, ils étudient les fondements historiques du marché pétrolier international et les origines de la création de l'OPEP (souvent ignorées ou très mal connues). Peu d'experts croyaient réellement en l'avenir de la nouvelle organisation et sa naissance ne donna lieu à aucune réaction officielle de la part des pays consommateurs...

Le second chapitre montre comment peu à peu l'OPEP passera d'une « attitude de défense » à une « stratégie offensive ». L'objectif initial était de consolider les recettes fiscales des pays producteurs mais les initiatives prises par la Libye dès 1970 font prendre conscience à l'Organisation de sa force et l'incite, après avoir procédé à une augmentation des prix affichés, à prendre le contrôle de la production pétrolière. Les succès remportés par les États producteurs débouchent en 1973 sur la « Conquête du marché mondial » (chapitre III). Le pétrole est utilisé pour la première fois par l'OPAEP – les producteurs arabes – comme une « arme politique » afin d'obtenir l'évacuation des territoires arabes occupés par Israël après la Guerre des Six jours de 1967. En vain...

Économiquement, les succès de l'OPEP passent par la cohésion de ses membres et la définition – difficile mais nécessaire – d'une politique pétrolière commune tant au niveau des prix qu'au niveau des quotas de production. Le rôle clé joué par l'Arabie Séoudite et les rivalités politico-idéologiques poseront assez vite des problèmes à l'Organisation. En décembre 1976, la « cassure de Doha » conduira à l'apparition d'un double système de prix.

Dans le chapitre IV, les auteurs analysent la position de l'OPEP face au défi iranien. Les bouleversements introduits par la révolution islamique de l'ayatollah Khomeiny provo-